Rapport « cadre » :

Une démocratie de participation en ILE DE FRANCE

Délibération n° CR 43-04

DU 18 novembre 2004

PREFECTURE DE LA REGION ILE DE FRANCE	
004170	02 DEC 2004
C.R.I.F	

LE CONSEIL RÉGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

- VU** Le Code Général des collectivités territoriales ;
- VU** Le budget 2004 du Conseil régional ;
- VU** Le rapport CR n° 43-04 présenté par monsieur le président du Conseil régional d'Ile-de-France ;
- VU** l'avis de la commission des finances, de l'administration générale et du plan ;
- VU** L'avis de la commission de la démocratie régionale et jeunesse ;
- VU** l'avis de la commission des lycées et des politiques éducatives
- VU** l'avis de la commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage
- VU** l'avis de la commission du développement social, de l'économie solidaire, de la santé et du handicap
- VU** L'avis de la commission politique de la Ville et Sécurité

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

ARTICLE 1 :

Approuve les orientations du présent rapport, à l'exclusion du point 3-2 – l'observatoire francilien des engagements et dans la conclusion page 23 du rapport premier alinéa, la référence à la composition et à la désignation de l'observatoire francilien des engagements.

ARTICLE 2 :**décide de la création d'un Conseil Régional des Jeunes d'Ile de France**

1. Présentation du Conseil Régional des Jeunes

1.1. Objet du Conseil Régional des Jeunes

Le Conseil Régional des Jeunes d'Ile-de-France vise à offrir un cadre d'expression nouveau pour les jeunes Franciliens-nes. La mise en place de cette structure répond à plusieurs objectifs :

- Mieux connaître et mieux prendre en compte les besoins et les attentes des jeunes de notre région.
- Contribuer à l'apprentissage actif et à l'exercice de la responsabilité, de la citoyenneté et de la vie publique.
- Favoriser l'accès des jeunes à la vie sociale et culturelle de la Région et développer le sentiment d'appartenance régionale dans un esprit d'ouverture et de solidarité.

1.2 Composition du Conseil Régional des Jeunes

L'Assemblée représentative des jeunes Franciliens-nes est constituée de 140 membres. Leur mandat non renouvelable est de deux ans et concerne tous les jeunes Franciliens-nes de 15 à 21 ans au jour de l'installation du Conseil.

2. Organisation du Conseil Régional des Jeunes

La base du processus constitutif du CRJ est le volontariat et le tirage au sort par collèges paritaires de l'ensemble de la jeunesse francilienne à la date du dépôt de la candidature:

- enseignement secondaire, général,
- enseignement technologique, professionnel et agricole,
- enseignement supérieur général,
- jeunes ayant une activité professionnelle,
- apprentis, etc
- sans emploi et en parcours d'insertion.

La zone géographique du tirage au sort, par lieu de résidence, est départementale.

Six collèges sont ainsi définis pour huit départements. En tenant compte de la parité, pour permettre que l'ensemble de la jeunesse francilienne puisse être représenté, ces 96 places sont pourvues. Le nombre restant (44), qui fait également l'objet d'un tirage au sort, permet d'améliorer la représentativité du CRJ en prenant en compte les poids respectifs des jeunes de chaque collège et de chaque département.

Une liste complémentaire, composée selon les mêmes modalités que celles de la liste initiale, sera également tirée au sort pour pourvoir à tout remplacement.

2.1 Mise en place

Une campagne de sensibilisation et d'information sera réalisée à destination de l'ensemble des jeunes concernés - mais également comme relais des associations, des acteurs de la jeunesse francilienne et des institutions - afin de leur proposer de se porter volontaire. Un document de candidature, largement diffusé, sera disponible sur le site électronique du Conseil régional ou envoyé sur simple demande. Tous les jeunes s'étant portés candidats seront selon des modalités à préciser par le futur règlement intérieur associés aux travaux du CRJ.

Pour cela, le règlement intérieur du CRJ devra prévoir un mode de coopération adéquat (questions en séances plénières, séances de travail en commun etc.).

Une formation pour tous les membres du CRJ sera organisée pour sensibiliser les jeunes conseillers aux domaines d'intervention et aux actions de la Région et les familiariser à la gestion d'une assemblée et du budget de fonctionnement alloué.

2.2 Fonctionnement

Le CRJ est un organe de consultation et de propositions. A ce titre, le Président du Conseil Régional peut saisir le CRJ pour avis sur toute question. Le CRJ peut demander au Président du Conseil régional à être saisi sur une question d'intérêt régional donnée. Le CRJ peut, dans le cadre des compétences régionales, s'autosaisir, émettre des avis, formuler des propositions et les porter à la connaissance du Conseil régional. Il pourra questionner le Conseil Régional sur tous les thèmes qui le préoccupe. Le nombre de questions pour chacune des séances sera défini par le règlement intérieur. Les réponses devront être apportées dans un délai convenable.

Le Conseil Régional des Jeunes se réunit en séance plénière publique au moins trois fois par an. Un règlement intérieur sera élaboré par des délégués du CRJ avec le soutien des services du Conseil régional. Il sera voté en séance plénière par le CRJ. Il portera sur les modalités pratiques de son fonctionnement. Dans l'attente de l'adoption du règlement intérieur, le Président de la Région et la Vice-Présidente en charge de la démocratie régionale coprésideront le CRJ.

Le CRJ est une structure évolutive. Il pourra réfléchir à son évolution interne et à son mode de désignation.

2.3 Associer les organisations de jeunesse

Le travail en coopération avec les organisations de jeunesse est essentiel pour nourrir la réflexion du CRJ et lui permettre de remplir pleinement son rôle d'interface entre les jeunes et l'institution régionale. Pour cela, le règlement intérieur du CRJ devra prévoir le mode de coopération adéquat (questions en séances plénières, séances de travail en commun etc.).

2.4 Comité de liaison

Pour assurer le suivi du C.R.J., un comité de liaison est constitué. Il est composé du président du Conseil régional, de la Vice-Présidente chargée de la démocratie régionale et de la Présidente de la commission de la démocratie régionale, des services concernés de la Région, de délégués du CRJ.

2.5 Moyens

Sous réserve de conditions à préciser en commission permanente, les frais engagés au titre des déplacements et, le cas échéant, des missions par les jeunes conseillers régionaux dans l'exercice de leur mandat sont pris en charge par le Conseil Régional. Un budget propre d'intervention est attribué au CRJ pour la mise en place des actions qu'il aura déterminées en direction des jeunes Franciliens-nes. Les décisions individualisées en résultant, dans la limite du plafond attribué, seront naturellement soumises au vote de la commission permanente.

Les dépenses de fonctionnement et d'investissement relatives au Conseil Régional des Jeunes seront imputées sur les crédits ouverts chaque année au budget régional.

ARTICLE 3

Décide de mettre en œuvre une politique régionale d'égalité réelle des droits, de lutte contre toutes les formes de discriminations et de respect de la diversité

Une consultation large et pluraliste de l'ensemble des acteurs concernés par la promotion de l'égalité réelle (associations, syndicats, entreprises, personnalités

qualifiées) sera menée d'ici à février 2005. Cette consultation portera sur les missions, les moyens, la représentativité, le statut juridique et le programme de travail de cette instance.

Pour mener cette consultation, un groupe de pilotage de 10 personnes, coprésidé par deux conseillers régionaux sera désigné par le Président du Conseil régional avant la fin de l'année 2004.

Ce comité soumettra au Président du Conseil régional dans un délai impératif de trois mois des propositions précises concernant la mise en place du conseil régional de l'égalité.

Le débat budgétaire du Conseil régional tiendra compte de moyens nécessaires à la mise en place de ce Conseil régional de l'égalité (priorités de travail, moyens de fonctionnement)

Le Conseil consultatif des résidents-es étrangers-ères :

Le Conseil régional de l'égalité en lien avec la Vice Présidente chargée de la démocratie régionale et la commission démocratie régionale et jeunesse proposera en 2005 les modalités de l'installation d'un Conseil consultatif des résidents-es étranger-ères.

ARTICLE 4

Décide de la création du Conseil régional consultatif des citoyens-nes handicapés-es

Si les personnes en situation de handicap ne constituent ni une classe sociale ni une couche sociale, elles accèdent plus difficilement que la moyenne à l'instruction, à la culture, au travail et aux loisirs, jouissent de conditions matérielles d'existence nettement inférieures, ont une relation inégalitaire avec les toutes les composantes de la société et ne peuvent agir à titre individuel sans que les conséquences de leurs actes soient imputées au groupe tout entier. Cette problématique n'est pas de pure forme pour qui se préoccupe d'agir dans ce domaine.

1- objet du Conseil régional consultatif des citoyens-nes handicapés-es

Décide d'instituer, auprès du Président du Conseil régional, un Conseil régional consultatif des citoyens-nes handicapés-es, dont la mission est de donner des avis et d'apporter au Conseil régional des éléments d'orientation en vue d'améliorer la prise en compte des situations de handicap en Ile-de-France et d'instaurer une participation active des citoyens-nes handicapés-es à la vie de la Région.

2- Les missions

Il doit notamment :

- réunir des données, faire produire des analyses, études et recherches sur la situation des personnes en situation de handicap au niveau régional,
- favoriser des programmes d'actions tendant notamment à la diffusion des connaissances,
- éclairer le Conseil régional, ainsi que les acteurs politiques, économiques, sociaux et culturels dans leurs décisions,
- faire toutes recommandations et propositions d'évolution des délibérations du Conseil régional.

Le Conseil régional consultatif des citoyens-nes handicapés-es peut être consulté par le Président du Conseil régional sur toute question concernant ses missions.

3- Composition

Le Conseil régional consultatif des citoyens-nes handicapés-es est composé de 50 membres dont :

- Le Président du Conseil régional ou son représentant préside le Conseil régional consultatif des citoyens-nes handicapés-es,
- 12 représentants des associations ou des fédérations régionales représentatives des personnes handicapées et de leurs proches et amis, désignés par celles-ci, et d'associations de défense des citoyens-nes handicapés-es,
- 24 personnes handicapées à raison de 3 par département désignées à l'issue d'une consultation ouverte aux citoyens-nes handicapés-es (ou à leurs responsables légaux) domiciliés-es en Ile de France dont le taux d'incapacité permanente reconnue est au moins égal à 50%,
- 12 personnalités qualifiées choisies en raison de leur compétence et de leur expérience, nommées par le Président du Conseil régional,
- 1 représentant du Conseil économique et social régional désigné par son président.

Une attention particulière sera portée à une composition paritaire de ce Conseil. Les membres démissionnaires ou décédés sont remplacés. Dans ce cas, le mandat des nouveaux membres expire à la date à laquelle aurait pris fin celui des membres qu'ils remplacent.

Le Conseil régional consultatif des citoyens-nes handicapés-es travaille en étroite coordination avec la vice-Présidente chargée de la Démocratie Régionale, la Présidente de la commission de la démocratie régionale et Jeunesse et la vice-Présidente chargée du développement social, de l'économie solidaire, de la santé et du handicap.

4- Moyens

Pour l'exercice de ses attributions, le Conseil régional consultatif des citoyens-nes handicapés-es peut notamment :

- utiliser toutes les études existantes,
- faire réaliser des études par la Région, après avoir fait connaître à celle-ci ses besoins afin qu'elle les prenne en compte dans son programme d'étude,
- se faire communiquer par les services régionaux, sous réserve de l'accord du Président du Conseil régional, les éléments d'information et les études dont ils disposent et qui apparaissent nécessaires pour l'exercice de ses missions,
- charger certains de ses membres d'étudier des questions particulières,
- consulter ou inviter à ses séances ou aux groupes de travail créés par lui des représentants des services régionaux sous réserve de l'accord du président du Conseil régional, ainsi que des associations, des représentants des salariés et des employeurs, ainsi que toutes les personnalités dont l'audition paraît utile.

Les frais de fonctionnement du Conseil régional consultatif des citoyens-nes handicapés-es sont pris en charge par le budget du Conseil régional.

Les dépenses de fonctionnement et d'investissement relatives au Conseil Régional consultatif des citoyens-nes handicapés-es seront imputées sur les crédits ouverts chaque année au budget régional

5- Fonctionnement

Le Conseil régional consultatif des citoyens-nes handicapés-es est réuni au moins cinq fois par an par son Président. L'ordre du jour des réunions est fixé par le président. Sont également inscrites à l'ordre du jour les questions présentées à la demande d'au moins douze membres du Conseil.

Le Conseil régional consultatif des citoyens-nes handicapés-es remet tous les deux ans un rapport général au Président du Conseil régional sur l'exercice de ses missions. Ce rapport est présenté au Conseil régional.

Les fonctions de membres du Conseil régional consultatif des citoyens-nes handicapés-es sont totalement bénévoles.

Vu et transmis à M. le Préfet de Région,
en application de l'article 7 de la loi
du 22 juillet 1982. Le **2 DEC. 2004**

Le Président du Conseil Régional
Ile de France

JEAN-PAUL HUCHON